

## NOTRE SOLIDARITÉ AVEC LES DOCKERS GÉNOIS DU CALP, MEMBRES ET DÉLÉGUÉS DE L'USB FRAPPÉS PAR LA RÉPRESSION DE L'ÉTAT

Le parquet de Gênes a lancé des enquêtes avec des perquisitions de domiciles et de casiers dans les vestiaires du port - avec des saisies de téléphones, de tablettes et d'ordinateurs - pour quatre dockers, membres du CALP et délégués de l'USB, pour des accusations d'"association de malfaiteurs" visant des délits allant de la résistance, à l'allumage de fumigènes, au jet d'objets dangereux et à l'atteinte à la sécurité des transports publics.

Les fumigènes utilisés lors de la grève antimilitariste du 20 mai 2019, pour empêcher le chargement d'équipements militaires sur un navire saoudien, ont été décrits par les procureurs comme des "dispositifs modifiés pour les rendre mortels." Des bombes fumigènes mortelles, pas les engins de guerre !

Une enquête avec des accusations qui pourraient être définies comme grotesques, si elles n'impliquaient pas des éléments très graves pour les travailleurs et le syndicalisme contestataire.

Ce qui s'est passé à Gênes doit être replacé dans un contexte plus national, qui concerne l'État, les syndicats collaborationnistes et qui affecte l'ensemble de la classe ouvrière.

Le 10 mars à Piacenza, les domiciles de 20 travailleurs de SI Cobas ont été perquisitionnés et 2 dirigeants syndicaux locaux sont assignés à résidence, suite aux affrontements provoqués par l'expulsion musclée par la police d'un piquet de 60 travailleurs assis à même le sol devant le portail de Fedex Tnt dans la nuit du 1er février, au 13ème jour de grève.

Ils s'ajoutent aux attaques des forces de l'ordre visant à dégager le piquet de grève des travailleurs de Texprint à Prato, en grève depuis 60 jours pour obtenir l'arrêt du travail de 12 heures par jour et l'application du contrat de travail !

Il y a quelques jours, le coordinateur provincial du SI Cobas de Bologne a été condamné à 9 mois de prison pour l'affrontement avec la police lors de l'expulsion d'un piquet de grève tenu en 2014 au Mirror Levigature de Sant'Agostino, à Ferrare.

La répression de l'État contre les travailleurs en lutte organisés avec le syndicalisme de base a comme contrepartie deux éléments.

Le premier : le nouveau printemps de la concertation, sous une forme encore plus honteuse et corporative que par le passé, avec la direction de la CGIL, de la CISL et de l'UIL en soutien ouvert du gouvernement Draghi, prêts à signer un accord programmatique pour la "réforme" de l'Administration publique avec le ministre Brunetta.

## NOTRE SOLIDARITÉ AVEC LES DOCKERS GÉNOIS

Le gouvernement a astucieusement prolongé le gel des licenciements, offrant ainsi aux directions de ces syndicats collaborationnistes la justification pour poursuivre leurs manœuvres visant à maintenir leur contrôle sur les travailleurs, en entravant leur lutte.

Deuxième élément : un retour partiel de l'activisme des syndicats collaborationnistes, comme lors de la grève d'Amazon le lundi 22 mars, des Transports publics locaux le 26 mars, de la Logistique le 29 mars. Des grèves pour lesquelles les médias officiels se prêtent au jeu de la caisse de résonance, alors qu'ils gardent le silence sur les luttes promues par le syndicalisme contestataire : silence sur les très graves événements de Plaisance du 10 mars et sur la manifestation contre la répression anti-ouvrière du 13 mars, dans cette même ville, en présence d'un millier de travailleurs.

Ces grèves sont confinées par les directions des syndicats collaborationnistes dans des limites telles qu'elles les rendent faibles et les moins nuisibles pour les patrons, car elles servent à garantir à ces syndicats des places dans les tables de négociation non pas en raison de l'organisation de luttes réelles, pour des objectifs de défense des travailleurs, mais plutôt en offrant aux patrons la possibilité de maintenir la paix sociale.

Cette manœuvre du pouvoir judiciaire, des syndicats et du gouvernement semble faire partie d'une stratégie visant à approfondir l'offensive contre le syndicalisme contestataire, sachant que le front patronal doit procéder le plus rapidement possible à de nouvelles attaques contre les conditions de vie et de travail de la classe salariée.

Face à une telle offensive, le syndicalisme contestataire doit s'en tenir à deux lignes de conduite fondamentales :

- Ne pas réagir de manière désordonnée, par des fuites en avant qui favoriseraient l'objectif des patrons, du gouvernement et des syndicats collaborationnistes d'isoler les organisations et les militants du syndicalisme contestataire de la masse des travailleurs. Afin d'empêcher cet objectif du patronat, nous considérons qu'il est essentiel de renverser la conduite traditionnelle de la direction des syndicats de base de boycotter les grèves promues par les syndicats collaborationnistes. Il est également nécessaire de participer aux grèves, en incorporant les revendications et les méthodes de lutte du syndicalisme de classe, avec la conviction qu'une condition favorable pour que les mobilisations se libèrent du contrôle des syndicats collaborationnistes qui les proclament est celle de grèves réussies, qui inspirent la confiance aux travailleurs, le sentiment d'avoir une force réelle ; dans ce sens, nous considérons très positif le choix de certains syndicats de base de soutenir lundi dernier la grève dans la chaîne d'approvisionnement d'Amazon.

- Répondre à la répression de l'État et des patrons en unissant dans chaque action l'ensemble du syndicalisme contestataire, les syndicats de base et l'opposition de classe au sein de la CGIL. Les syndicats de base, comme le SI Cobas et l'Usb, qui dans le secteur de la logistique se sont engagés dans des diatribes dommageables, sont aujourd'hui tous deux sous la tempête de la répression. Que cette expérience enseigne et pousse - si ce n'est pas encore les dirigeants - les militants, délégués et adhérents à l'unité d'action du syndicalisme contestataire.

Aux côtés des dockers du CALP, des délégués et des adhérents de l'USB !

Aux côtés des travailleurs et des syndicalistes du SI Cobas !

## NOTRE SOLIDARITÉ AVEC LES DOCKERS GÉNOIS

Aux côtés des travailleurs de Texprint à Prato !

Aux côtés de tous les travailleurs touchés par la répression d'État et patronale !

Pour l'unité dans la lutte des travailleurs et des travailleuses !

Coordination Ouvrière Autonome pour l'Unité de Classe (C.L.A.)

25/3/21

[coordautoconvocat2019@gmail.com](mailto:coordautoconvocat2019@gmail.com)